



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1404

Texte de la question

NÉCESSITÉ D'AUTRES MESURES FACE À LA CRISE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Sandrier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Claude Sandrier. Monsieur le Premier ministre, la crise très grave à laquelle ont conduit les dogmes économiques du monde capitaliste (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) pèse lourdement sur l'avenir de nos concitoyens.

À ce jour, les mesures prises n'ont pu enrayer la dégradation de la situation. Le nombre de chômeurs va augmenter de 600 000 d'ici à la fin de l'année, la masse salariale va baisser de 8 milliards d'euros, handicapant toute reprise, accroissant le trou de la sécurité sociale.

Mais plus les emplois sont détruits, plus la bourse remonte ! En dix ans, la part des dividendes a plus que doublé dans la valeur ajoutée.

Le nombre de pauvres dans notre pays a augmenté de 15 % en trois ans. Ainsi, emplois, salaires et retraites sont sacrifiés sur l'autel de la prospérité des actionnaires et des grands patrons du CAC 40.

Vous ne régulerez pas le système capitaliste car vous ne voulez pas remettre en cause la libre circulation des capitaux et la fameuse " concurrence libre et non faussée " inscrite dans le traité de Lisbonne.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Jean-Claude Sandrier. Monsieur le Premier ministre, nous proposons tout autre chose.

Quand allez-vous demander l'interdiction des paradis fiscaux, le contrôle et la taxation des transactions financières, la suppression du bouclier fiscal pour les plus riches ?

Quand allez-vous donner plus aux revenus du travail - hausse des salaires, des minima sociaux et des retraites - et moins aux revenus indécents du capital, afin de relancer l'emploi par la consommation ?

Quand allez-vous interdire les licenciements quand les entreprises distribuent des dividendes, font des profits ou reçoivent des aides publiques ?

Quand allez-vous faire cesser ce dumping social et fiscal qui tue l'emploi, provoque la régression sociale et menace les retraites ?

Quand allez-vous cesser de détruire l'emploi dans les services publics ?

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, je trouve votre vision des choses partiale et partielle.

Plusieurs députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Ce n'est pas vrai !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Face à la crise sans précédent que traversent actuellement notre pays et l'ensemble des pays développés, il fallait d'abord s'attaquer aux racines du mal. C'est ce qu'ont fait le Président de la République et le Gouvernement en mettant en place un plan de soutien aux banques pour relancer le crédit, accorder des liquidités aux entreprises de notre pays et s'attaquer à la dérégulation financière mondiale. C'est ce gouvernement qui a obtenu des résultats dans ce domaine.

M. Jean Glavany. Lesquels ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Ensuite, il fallait relancer la mécanique économique, ce qui a fait l'objet d'un

plan de relance. La semaine dernière, Patrick Devedjian a rappelé que 10 milliards d'euros ont déjà été réinjectés dans l'économie française.

M. Jacques Desallangre. À quoi servent-ils ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Nous commençons à obtenir des résultats. Si le marché automobile résiste bien en France, c'est grâce à la prime à la casse qui figure dans le plan de relance.

Enfin, notre politique consiste à être vigilants envers les plus démunis. Monsieur Sandrier, vous souhaitez que l'on relance la consommation, mais permettez-moi de vous dire que c'est un contresens historique.

M. Daniel Paul. Non !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. La consommation continue à fonctionner parfaitement en France (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR*) puisqu'elle a augmenté de 0,7 point le mois dernier. C'est le seul pays développé où la consommation se maintient.

Nous sommes vigilants envers les plus démunis. Voilà pourquoi, le mois dernier, 2,5 millions de familles ont vu leur deuxième tiers provisionnel supprimé, que ce mois-ci sera mis en place le RSA pour 4 millions de foyers, et que la semaine dernière les 2 millions de foyers les plus modestes ont reçu une prime de 150 euros.

Vous le voyez, notre politique vise à relancer l'économie et à aider les plus démunis. Nous continuerons dans cette direction. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Sandrier](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1404

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 juin 2009